

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 octobre 2024

La bêtise humaine est stupéfiante !

On dit souvent qu'on s'adresse à l'intelligence des hommes, ajoutons des femmes pour que ses complexées ne se sentent pas injustement frustrées ou sacrifiées, car après tout elles sont souvent en premières lignes sur les barricades, on se demande parfois où cette intelligence a bien pu passer !

On a l'impression d'avoir affaire à des amnésiques qui n'ont rien retenu ou appris de leurs expériences passées, ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classes.

En principe, quand on est face à un problème, on respire profondément, on réfléchit tranquillement et on s'arme de patience. On en recherche la cause ou l'origine pour agir dessus et envisager de l'extraire. En termes politiques, si cette cause s'avère persistante, on va la combattre afin de l'éradiquer ou faire en sorte de réduire à néant sa capacité de nuisance sur notre existence (ou la société), celle de nos semblables et de nos enfants, d'où la nécessité d'abolir le capitalisme...

Au lieu de cela, certains, les mieux nantis en général, prétendent qu'il serait impossible d'identifier la nature ou les origines des maux qui accablent les exploités et les opprimés, elles seraient tellement nombreuses et complexes, si bien qu'on demeurerait indéfiniment impuissant pour en venir jamais à bout, car hors de notre portée, trop colossales ou puissantes, alors vaudrait mieux encore s'en accommoder en attendant des jours meilleurs ou se contenter d'une existence médiocre ponctuée de plaisirs éphémères et insignifiants, et au diable ceux pour lesquels c'est déjà un véritable cauchemar au quotidien !

Vous savez ce qui se produit ensuite, le temps passe, et par laxisme ou dilettantisme, pour n'avoir pas traité notre problème à la racine, il finit par prendre une tournure inattendue, parfois violente. Il enfle, il s'étend démesurément et gagne en profondeur, il se généralise, frappe sans prévenir toutes les couches de la société, si bien qu'on se retrouve dans une situation encore plus périlleuse ou dans les pires conditions pour l'affronter, du coup, on n'a plus le choix qu'entre l'amputation ou la gangrène généralisée qui nous guette, une réaction s'impose, c'est devenu une question vitale, de vie ou de mort. Notez, que la rupture ou amputation et la gangrène correspondent à eux conceptions de la lutte de classe du prolétariat diamétralement opposées ou antinomiques, inconciliables.

Notez aussi que ce n'est pas spécifique à notre époque, on aurait pu dresser le même constat il y a un siècle, et tout au long du XXe siècle ponctué de famines, de guerres et de souffrances sans nombre, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

Malheur à ceux qui sont nés au mauvais moment et au mauvais endroit... en espérant ne pas en faire partie, mais ce serait ignorer ou sans compter un peu vite, ironie oblige, que si la roue de l'histoire ne peut jamais tourner à l'envers, en revanche emportée irrésistiblement dans son élan, elle pourrait nous rattraper et nous broyer au passage. Ce serait fâcheux, peut-être pas tant que cela

finalement, si c'était indispensable pour nous libérer enfin de nos illusions, surtout quand on a conscience d'avoir encore quelque chose à perdre.

On pourrait en profiter pour prendre son destin en mains, pour s'organiser et se mobiliser, pas pour sauver les meubles ou le régime en place, mais pour le renverser et nous sauver collectivement, mettre un terme à l'exploitation, à l'oppression, à la guerre, à la barbarie, car il n'existe pas d'autre issue que le socialisme.

Des millions ne supportent plus la pire des barbaries, impressionnant !

Des milliers de personnes défilent en Europe en soutien à Gaza un an après le 7-October - AFP 5 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient : de Paris au Cap, des milliers de personnes défilent en soutien à Gaza et au Liban, un an après le 7-October - franceinfo 5 octobre 2024

A Paris, le cortège parisien de 5 000 personnes, selon les autorités, a rallié la place de la République à celle de Clichy, aux cris de "*Palestine vivra, Palestine vaincra*".

Un millier de personnes ont également défilé à Lyon, selon la préfecture. A Toulouse, 300 manifestants ont déambulé d'après les autorités. A Strasbourg, les manifestants étaient eux aussi 200, munis de pancartes. franceinfo 5 octobre 2024

Royaume-Uni: des milliers de manifestants dans les rues de Londres en soutien à Gaza - RFI 5 octobre 2024

En Italie, pour les sionistes nazis, toutes les dates sont valables.

Guerre au Proche-Orient : Heurts avec la police, pétards... Une manifestation propalestinienne dégénère à Rome - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Le préfet de police de Rome avait interdit cette manifestation propalestinienne à deux jours du premier anniversaire du sanglant conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, invitant les organisateurs à choisir une autre date.

Plusieurs manifestations en mémoire des quelque 1.205 personnes tuées lors de l'attaque en Israël le 7 octobre sont prévues lundi en Italie. 20minutes.fr 6 octobre 2024

France. Quelle est la nature de ce régime, quand les plus faibles doivent être sacrifiés en priorité au profit des plus puissants ?

Isère : Soupçonnée de diriger un réseau de proxénétisme, une ado de 16 ans écrouée - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Unicef : « Inadmissible »... Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20minutes.fr 29 août 2024

Le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20minutes.fr 29 août 2024

J-C – Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas, et pourtant la plupart semble s'en accommoder et avoir bonne conscience, je ne prendrais pas le risque de leur tourner le dos...

C'est l'histoire d'un feu de paille qui a fait les choux gras de l'extrême gauche qui sert de caution de gauche au capitalisme.

J-C - Chaque fois que je tombe sur ce genre d'info mettant en scène l'aristocratie ouvrière, en Grande-Bretagne ou en Allemagne assez souvent, je ne la relaie plus, ici je fais une exception, vous allez comprendre pourquoi.

Les travailleurs et les opérateurs portuaires américains parviennent à un accord pour mettre fin à la grève de la côte Est - english.almayadeen.net 04 octobre 2024

Les dockers américains et les opérateurs portuaires ont conclu un accord provisoire jeudi, mettant ainsi fin à une grève paralysante de trois jours qui avait interrompu les opérations de navigation le long de la côte Est et de la côte du Golfe.

Selon des sources familières avec l'accord, l'accord comprend une augmentation de salaire d'environ 62 % sur six ans, ce qui porte le salaire moyen de 39 dollars à environ 63 dollars de l'heure. Un travailleur sur la ligne de piquet a également confirmé cette annonce. L'International Longshoremen's Association (ILA) avait initialement exigé une hausse de 77 % des salaires, tandis que le groupe d'employeurs, l'Alliance maritime des États-Unis (USMX), avait précédemment offert près de 50 %. english.almayadeen.net 04 octobre 2024

J-C - Tant mieux pour eux, ce que je dénonce, c'est l'exploitation qui en est faite par les opportunistes, qui oublient de mentionner que le salaire minimum varie d'un Etat à l'autre aux Etats-Unis, entre 7,25 et 15 dollars de l'heure en 2024. Rien à taper : ils ne sont pas syndiqués ou ils ne militent dans aucun parti ouvrier !

Youpi !

Guerre au Proche-Orient : La crainte d'une attaque sur l'Iran fait s'envoler les prix du pétrole - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a gagné 5,03 %, pour clôturer à 77,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) avec échéance en novembre, a lui pris 5,15 %, à 73,71 dollars.

Réaction. La tendance du jour.

- Pogrom du 7 Octobre - LePoint.fr 5 octobre 2024
- Pour Donald Trump, Israël devrait « *frapper* » les installations nucléaires de l'Iran. AFP 5 octobre 2024
- Le chef de l'ONU demande "*la libération immédiate et inconditionnelle*" des otages du Hamas - BFMTV 6 octobre 2024
- Un parlementaire du bloc central en « *off* » : « *Les débats vont être très difficiles, car chacun sait que ça se terminera par un 49.3.* ». Publicsenat.fr 30 septembre 2024

Quand la présidente de l'Assemblée nationale cautionne la barbarie anglo-saxonne-sioniste.

J-C - Les Palestiniens, les Iraniens, les Syriens, les Irakiens, les Libanais, etc. n'ont jamais été victimes du terrorisme anglo-saxon-sioniste. D'ailleurs c'est bien simple, ils n'ont pas le droit de se défendre en cas d'agression un point c'est tout !

"Il ne faut pas désarmer Israël": Yaël Braun-Pivet estime que l'État hébreu "*doit être en capacité de se défendre*" - BFMTV 6 octobre 2024

Invitée ce dimanche sur le plateau de BFM Politique ce dimanche 6 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale a néanmoins estimé que l'État hébreu "*doit être en pleine capacité de se défendre*".

"En ce moment, Israël fait face à de nombreuses attaques terroristes" et "*la guerre face au terrorisme en Israël n'a pas cessé*", a souligné Yaël Braun-Pivet. "*Elle doit se poursuivre.*"

"Aujourd'hui Israël se défend", a-t-elle jugé. « *Israël se défend face à l'Iran, Israël se défend face au Hezbollah, Israël se défend face au Hamas.* »

Pour Yaël Braun-Pivet, "*il ne faut pas désarmer Israël dans ces circonstances-là*". BFMTV 6 octobre 2024

Charlie charlot ! Et dire que la défense de la liberté de la presse rimait avec celle des banquiers !

J-C – C'est toujours bon de rappeler des petites choses élémentaires, il y a tellement de gens qui ont la fâcheuse tendance à les oublier, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute.

- AFP héritière de Agence Havas, fondée par Charles-Louis Havas banquier.

Les agences étrangères Reuters, Associated Press, Bloomberg... historiquement sont toutes liées à l'histoire bancaire de près.

Ceci explique peut-être cela

Vous pouvez le vérifier ici.

<https://www.afp.com/fr/lactualite-de-lafp/20-aout-1944-naissance-de-lafp-heritiere-de-lagence-havas>

- Ne dites plus : "*Je lis la presse*" mais : "*Je lis la Banque*" ou la Finance.

Geoffroy Lejeune sur Cnews 4 octobre 2024 - «*On savait tous que ce n'était pas vrai mais c'était interdit de le dire*» : les journalistes sur le plateau de Pascal Praud reconnaissent qu'ils savaient que le vaccin ne protégeait pas de la transmission. Cnews 4 octobre 2024

La vidéo Cnews :

https://vk.com/video463987841_456254790

Le Pr. Didier Raoult - « *le nombre d'hommes politiques, de PDG, de directeurs de journaux qui actuellement me harcèlent m'ont demandé de les traiter. Plus un nombre de gens célèbres absolument incroyable. Donc on est dans une mauvaise foi qui est absolument spectaculaire.*

Moi j'ai fait mon métier »

Totalitarisme. Quand les barbares tentent d'interdire et de criminaliser l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

L'American Bar Association approuve un projet de loi visant à codifier une définition controversée de l'antisémitisme de l'IHRA après avoir refusé de l'adopter elle-même - mondoweiss.net 3 octobre 2024

L'American Bar Association (ABA) a exhorté les dirigeants du Congrès au début de ce mois à adopter un projet de loi qui exigerait des dizaines d'agences fédérales pour adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), selon une lettre signée par le Président de l'ABA William Bay et obtenue par Mondoweiss.

Cette décision intervient moins de deux ans après que l'ABA, qui se décrit comme la plus grande association professionnelle bénévole du monde au monde, a décidé de ne pas adopter la définition dans sa propre résolution interne sur l'antisémitisme.

En janvier 2023, plus de 40 organisations, dont l'ACLU et le Center for Constitutional Rights, se sont opposées à l'utilisation potentielle de la définition par l'ABA, en disant dans une lettre que « *l'objectif clair de la promotion de la définition de l'IHRA est la suppression de la protestation non*

violente, de l'activisme et de la critique d'Israël et/ou du sionisme – un fait qui est si bien documenté qu'il est au-delà de la contestation raisonnable ».

Maria LaHood, directrice juridique adjointe du Center for Constitutional Rights, a déclaré : « *Plutôt que de soutenir une loi visant à supprimer un discours protégé par la Constitution qui est critique à l'égard d'Israël, peut-être l'ABA devrait-elle se préoccuper de la plus grande menace que le monde fasse peser sur l'état de droit – la complicité de notre propre gouvernement dans le génocide israélien, et sa lutte contre toutes les lois et mécanismes fédéraux et internationaux qui l'exigent.* »

<https://mondoweiss.net/2024/10/american-bar-association-endorses-bill-to-codify-controversial-ihra-antisemitism-definition-after-refusing-to-adopt-it-itself/>

Sanctionner les discours pro-Hezbollah - 3 octobre 2024

Les responsables australiens s'empresent de dénoncer les expressions de soutien au groupe de résistance Hezbollah comme une violation d'une nouvelle loi antiterroriste, écrit Caitlin Johnstone.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/10/03/punishing-pro-hezbollah-speech/?eType=EmailBlastContent&eId=fb9deb49-d0c1-4191-bdde-1454ee4f4f67>

Au Liban, les responsables australiens des deux côtés de ce clivage partisan imaginaire se sont mis en quatre pour que les Australiens soient punis pour leurs délits de discours à propos du groupe de résistance libanais Hezbollah.

La classe politique et médiatique australienne ont été en émoi Depuis que des images ont fait surface montrant des personnes agitant des drapeaux du Hezbollah lors d'une manifestation à Melbourne ce week-end et montrant des photos du chef décédé du groupe, Hassan Nasrallah, qui était assassiné par Israël lors d'une frappe aérienne massive vendredi.

Après déclarant initialement qu'aucun crime n'avait été commis dans ces actes de discours politique, la police de Victoria disent maintenant ils ont identifié six incidents potentiellement criminels liés à la manifestation.

Ces incidents impliqueraient des « *symboles interdits* », en violation de l'amendement à la législation antiterroriste adopté l'année dernière.

Il va sans dire que les nations libres n'ont pas de « *symboles interdits* ».

Cette évolution fait suite à de nombreuses déclarations de divers dirigeants australiens dénonçant les manifestations comme étant criminelles.

« *Je m'attends à ce que les services de police poursuivent cette démarche* », a déclaré la Première ministre de Victoria, Jacinta Allan des manifestations, ajoutant : « *Apporter du chagrin, de la douleur et de la division dans les rues de Melbourne en affichant ces symboles interdits est totalement inacceptable.* »

La ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong a pris à Twitter pour dénoncer les manifestants, affirmant que les Australiens doivent non seulement s'abstenir de soutenir le Hezbollah, mais même de donner « *toute indication de soutien* ».

« *Nous condamnons toute indication de soutien à une organisation terroriste telle que le Hezbollah* », a déclaré Wong. tweeté, ajoutant : « *Cela menace non seulement la sécurité nationale, mais alimente également la peur et la division dans nos communautés.* »

Le ministre de l'Intérieur Tony Burke veut expulser tout visiteur international affichant des symboles interdits en Australie, dire « *Je n'hésiterai pas à annuler les visas des visiteurs de notre pays qui répandent la haine.* »

De l'autre côté de l'allée, le chef de l'opposition Peter Dutton est en croisade pour faire passer de nouvelles lois afin de garantir l'élimination des symboles interdits de la vue du public, affirmant que « *l'application de la loi est nécessaire et s'il y a des lois qui doivent être adoptées pour garantir que nos valeurs soient respectées, alors le Premier ministre devrait le faire* ».

« *Le soutien à une organisation terroriste interdite n'a pas sa place dans les rues de Melbourne* », tweeté Josh Burns, député travailliste : « *Quiconque enfreint la législation antiterroriste doit être soumis à la pleine rigueur de la loi.* »

« *Les Australiens chérissent le droit de manifester pacifiquement* », tweeté « *Cependant, rien ne justifie le soutien à une organisation terroriste interdite. Ceux qui ont été vus en train de le faire dans les rues de Melbourne lors des manifestations d'hier devraient faire l'objet d'une enquête et de poursuites* », a déclaré la députée indépendante Zoe Daniels.

Dans un article intitulé « *Les drapeaux du Hezbollah lors des manifestations sont un test pour les nouvelles lois sur les symboles de haine* Selon ABC [la société de radiodiffusion australienne], ces efforts juridiques pour étouffer les discours politiques dissidents sont rendus possibles par des lois récemment adoptées dans le but officiel de cibler les symboles nazis, mais qui « *couvrent également les symboles d'organisations terroristes répertoriées comme le Hezbollah* ». Ce qui est à peu près l'argument le plus solide que l'on puisse demander sur la pente glissante de la censure gouvernementale.

Le Hezbollah est classé comme une « *organisation terroriste* » par le gouvernement australien, non pas en raison de ses actions ou de ses méthodes, mais parce qu'il s'oppose à l'alliance de puissance américaine dont l'Australie fait partie. Cette désignation arbitraire est appliquée à tous les groupes de résistance sur terre qui s'opposent aux diktats de Washington, et peut ensuite être utilisée pour étouffer la parole de quiconque est en désaccord avec le comportement meurtrier de l'empire occidental.

Et il convient de noter ici que l'Australie est la seule soi-disant démocratie au monde qui a aucune charte nationale ni déclaration des droits d'aucune sorte. On a placé une confiance énorme dans les législateurs des États et du gouvernement fédéral pour qu'ils fassent simplement ce qu'il faut, ce qui s'est avéré stupide et inefficace.

Professeur George Williams a écrit pour le *Revue de droit* de l'Université de Melbourne dans 2006 :

L'Australie est aujourd'hui la seule nation démocratique au monde à ne pas avoir de charte nationale des droits. Une forme complète de protection juridique des droits fondamentaux est par

ailleurs considérée comme un frein et un équilibre essentiels dans la gouvernance démocratique à travers le monde.

En effet, je ne connais aucun exemple d'une nation démocratique qui s'est dotée d'une nouvelle Constitution ou d'un nouveau système juridique au cours des dernières décennies qui n'ait pas inclus une forme de déclaration des droits, et je ne connais pas non plus d'une telle nation qui ait supprimé une déclaration des droits une fois qu'elle a été mise en place.

Pourquoi l'Australie est-elle alors une exception ? La réponse se trouve dans notre histoire. Bien que beaucoup considèrent l'Australie comme un pays jeune, constitutionnellement parlant, elle est l'une des plus anciennes du monde. La Constitution australienne est restée presque entièrement telle qu'elle était lorsqu'elle a été promulguée en 1901, tandis que les Constitutions des États australiens peuvent remonter jusqu'aux années 1850.

Les systèmes juridiques et les constitutions de la nation et des colonies australiennes (et ensuite des États) ont été conçus à une époque où les droits de l'homme, à l'exception notable de la Déclaration des droits des États-Unis de 1791, n'avaient pas tendance à être protégés par un seul instrument juridique.

Certes, il n'existait pas alors de loi de ce type au Royaume-Uni, dont le système juridique est en grande partie le nôtre. Cela a changé, notamment après la Seconde Guerre mondiale et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais à cette époque, le système de gouvernement australien fonctionnait déjà depuis des décennies.

Si vous vous demandez pourquoi l'Australie apparaît si souvent comme une anomalie bizarre dans le monde occidental avec son autoritarisme déconcertant et son mépris des droits de l'homme, voici pourquoi.

Les puissants abusent de nos droits civiques parce qu'ils le peuvent. Nous sommes bombardés de propagande dans la ville natale de Rupert Murdoch et de plus en plus interdits de dénoncer les atrocités commises par notre gouvernement et ses alliés à l'étranger. Nous sommes transformés en moutons obéissants et sans cervelle pour l'empire.

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : un physicien détruit les mythes - Daniel Husson

<https://www.youtube.com/watch?v=9OTVjJyio0s>

Docteur en physique des particules, chercheur, enseignant à l'Université de Strasbourg sur la thermodynamique et la relativité.

Co-auteur de l'ouvrage collectif *“La physique pour les nuls”* (Editions pour les nuls),

Auteur récemment de *“Climat, de la confusion à la manipulation”* (Ed. Artilleur)

Dans le Finistère, un projet de parc éolien s'écrase face aux menhirs - France-Soir 03 octobre 2024

Dans la ville de Porspoder, dans le Finistère, un projet de parc éolien s'est écrasé sur les menhirs ! La justice a estimé que l'installation des trois machines de 120 mètres de haut porterait une "atteinte excessive" au paysage et au patrimoine archéologique local. France-Soir 03 octobre 2024

<https://edition.francesoir.fr/societe-environnement/dans-le-finistere-un-projet-de-parc-eolien-s-ecrase-face-aux-menhirs>

Où va se nicher la dictature climatique.

Paris interdit la distribution de gazole aux pompes - lepoint.fr 04 octobre 2024

La capitale déroule son plan pour les zones à faible émission et restreint l'autorisation de distribuer du carburant diesel sur son territoire urbain.

Pour le moment, il ne s'agit que des quatre stations du réseau Total Energies situées en périphérie sur les 18 encore en activité dans la capitale. Depuis le 1er octobre, elles se sont vu retirer l'autorisation de distribuer du carburant aux véhicules diesel, quels que soient leur âge et leur génération. De telle sorte que plus aucune goutte de gazole ne sort des pompes des stations de la porte d'Orléans, de la porte d'Aubervilliers, de la porte de Clignancourt et du quai d'Issy-les-Moulineaux.

Car ces quatre stations, situées en des points névralgiques très fréquentés aux entrées de Paris, sont soumises à la concession accordée par la Ville de Paris à Total Energies dont une clause souscrite par les deux parties prévoit expressément ce cas de figure.

Les conducteurs peuvent encore compter sur les quatorze autres stations parisiennes délivrant du gazole et dont il faudra revoir, au cas par cas, les contrats de concession. Cela servira de test pour un certain nombre de grandes villes de province, soumises à la mise en place de ZFE et tentées de suivre l'exemple et les mesures autophobes de la capitale. lepoint.fr 04 octobre 2024

Un coup, il pleut très peu ou pas assez, un coup, il pleut beaucoup ou trop, quoi de plus naturel !

Climat : On n'avait pas rêvé... Il n'avait pas autant plu en septembre depuis vingt-cinq ans - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Septembre 2024 devient « *le mois de septembre le plus arrosé depuis vingt-cinq ans* », selon Météo-France qui a mesuré un excédent pluviométrique de près de 60 % par rapport aux normales de saison.

J-C - Et les mois précédents ? Ils isolent un mois et ils en tirent des conclusions conformes à leur idéologie. Ils devraient se réjouir que les nappes phréatiques se remplissent, non, ils tiennent encore un discours alarmiste.

20 Minutes - Côté températures, malgré une « *sensation de fraîcheur* », la moyenne nationale en septembre a été en revanche « *proche de la normale* » de saison, ajoute Météo-France. Avec ses deux épisodes de fraîcheur, en milieu et en toute fin de mois, le mois de septembre 2024 contraste avec celui de l'an passé qui avait été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures en 1900 (+3,6 °C). Aussi, au cours des six dernières années (2018 à 2023), chaque mois de septembre affichait une température moyenne au-dessus des normales de saison. 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

J-C - Pas de bol, la météo, plus que le climat, est venue contrariée leur rhétorique catastrophiste, tant mieux, et ce n'est qu'un début. En réalité, dans 9 cas sur 10 leur argumentation est frauduleuse, c'est ce qu'on n'a pas arrêté de mettre en évidence dans ces causeries ces dernières années, mais aussi en publiant plein d'articles à caractère scientifique qui démonte l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Situation sociale en France.

Comment privatiser les frais de santé et liquider la Sécurité sociale, mode d'emploi.

Consultations médicales : vers une baisse du taux de prise en charge par la Sécurité sociale ? Yahoo 3 octobre 2024

Après la baisse du remboursement des soins dentaires l'an dernier, le gouvernement voudrait diminuer celui des consultations médicales, qui serait compensé par les mutuelles.

Le gouvernement Barnier cherche des économies tous azimuts face au déficit des comptes publics. Pour limiter celui de la Sécurité sociale, le quotidien économique *Les Échos* rapporte que le gouvernement réfléchit à diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales.

Le taux de prise en charge par la Sécu passerait de 70% aujourd'hui à 60%, avec un transfert de charge vers les mutuelles. Elles devraient alors rembourser 40% du prix des consultations contre 30% actuellement.

Pour une consultation chez son médecin généraliste, le reste à charge passerait donc de 9 euros à 12 euros pour une consultation à 30 euros. "Il y a un risque de renoncement au soin en raison du reste à charge. Le motif économique est le premier critère de renoncement. Globalement, cela va dans le mauvais sens, on rembourse de moins en moins les soins et tant pis pour ceux qui y renoncent par manque d'argent", met en garde Michaël Rochoy, médecin généraliste dans le Pas-de-Calais.

Près de 2,5 millions de Français, en particulier des étudiants, des chômeurs ou des retraités, n'ont pas de mutuelle et verraient par exemple le coût de leur passage chez leur médecin généraliste augmenter de 3 euros de leur poche et verront donc leur pouvoir d'achat diminuer.

Avant même cette idée de diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales, les cotisations de complémentaire santé devaient déjà augmenter en 2025 entre 4% et 10 % selon les contrats. Une hausse qui pourrait être encore plus importante si le déremboursement était acté, avec un surcoût estimé à 1 milliard d'euros pour les mutuelles.

<https://fr.news.yahoo.com/consultations-medicales--vers-une-baisse-du-taux-de-prise-en-charge-par-la-securite-sociale-155251217.html?guccounter=1>

Situation politique en France.

Leur dette, c'est celle des milliardaires, du CAC 40 : Confiscation – expropriation !

Michel Barnier a annoncé des hausses d'impôts ciblées sur environ « 300 entreprises » qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros.

Le Premier ministre a confirmé que les ménages les plus riches, ceux gagnant plus de 500.000 euros par an, seraient également concernés par une hausse de la fiscalité. Cette mesure permettra de récupérer « 2 milliards d'euros » pour contribuer à la réduction du déficit. «75 000 ménages en France». Selon les données de l'Insee (2021), la France en comptait 30,6 millions. (Faites le calcul, 2 milliards divisés par 75 000, cela donne 26.000 euros par foyer richissime, une ruine s'écrie Darmanin ! Vous avez là la racine de la guerre civile inévitable à venir, et la justification de la dictature du prolétariat. – J-C)

Il envisage notamment la fusion de certains services publics ainsi que la possibilité de ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite.

Le chef du gouvernement n'a guère fait de mystère ce jeudi, sur France 2, quant à l'utilisation probable du 49.3 sur les textes budgétaires. « *Il n'y a pas de majorité...* », a-t-il soufflé. Quant à la minorité qui le soutient, elle tangué. Le HuffPost 4 octobre 2024

Saluds de malades, le pendant des saluds de pauvres !

Arrêts maladie : vers une baisse de la prise en charge par la Sécurité sociale ? - Publicsenat.fr 4 octobre 2024

L'Assurance maladie va-t-elle à l'avenir prendre moins bien en charge l'indemnisation des arrêts maladie pour une partie des salariés ? La piste est à l'étude au niveau du gouvernement, révèle ce vendredi le quotidien *Les Échos*.

Actuellement, la Sécurité sociale prend en charge à hauteur de 50 % la rémunération quotidienne d'un de ses assurés, arrêté pour des raisons de santé. L'employeur prend ensuite à sa charge le reste, pour assurer à la personne en arrêt le maintien d'au moins 90 % de son salaire, parfois plus selon les accords internes ou les conventions collectives. Le niveau financé par la Sécurité sociale est plafonné à 1,8 Smic (3 180 euros brut mensuels), soit un maximum de 52 euros chaque jour. Selon *Les Échos*, le gouvernement Barnier pourrait abaisser ce plafond à 1,4 Smic (2 473 euros brut mensuels), soit 40 euros. Publicsenat.fr 4 octobre 2024

Santé.

Totalitarisme. Folie vaccinale et psychose collective étendue aux ovins. L'Etat gave les trusts pharmaceutiques.

Fièvre catarrhale ovine : La vaccination gratuite étendue à toute la France - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Elle se propage à vitesse grand V dans les élevages avec 3.743 foyers recensés depuis début août, quand le premier cas avait été détecté dans le nord de la France. Transmise par un moucheron, la fièvre catarrhale ovine (FCO) continue de faire des ravages dans les troupeaux. Pour endiguer la propagation de l'épizootie, non transmissible à l'homme, la vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs, a annoncé jeudi au sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne la nouvelle ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Face à la vitesse de propagation de la maladie, le gouvernement avait annoncé le 30 août la commande de 5,3 millions de doses complémentaires contre la FCO 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées en juillet. 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

J-C - "*La vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs*", qui paie alors, devinez ?

France Info la voix de Gavi-Davos.

Hydroxychloroquine, vaccins, homéopathie... Patrick Hetzel, un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux positions scientifiques peu académiques

Le député LR du Bas-Rhin a pris ces dernières années des positions à la marge du consensus scientifique, soutenant par exemple l'usage du traitement vanté par Didier Raoult durant la crise du Covid-19 ou défendant l'homéopathie, alors que leur efficacité n'était pas prouvée.

Une nomination qui interpelle. L'arrivée de Patrick Hetzel au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Nouvelle fenêtre), le 21 septembre, a suscité une vague de désapprobation au sein de la communauté scientifique ou dans le cercle politique. Le député LR du Bas-Rhin, qui connaît déjà bien ce ministère pour y avoir travaillé comme directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) entre 2008 et 2012 (Nouvelle fenêtre), s'est prononcé plusieurs fois à rebours du consensus scientifique ces dernières années. Notamment en défendant l'usage de l'hydroxychloroquine pour soigner les patients atteints du Covid-19, ou en tentant de repousser le déremboursement de l'homéopathie.

Plus récemment, lors du débat sur le projet de loi contre les dérives sectaires, Patrick Hetzel s'est prononcé contre un article visant à créer un délit de "*provocation à l'abstention de soins*" médicaux.

https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-de-michel-barnier/hydroxychloroquine-vaccins-homeopathie-patrick-hetzel-un-ministre-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-aux-positions-scientifiques-peu-academiques_6810301.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241004&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Espagne : L'homéopathie qualifiée d'« arnaque » et de « pseudothérapie » par la ministre de la Santé - 20 Minutes 4 octobre 2024

Mónica García Gómez, la ministre espagnole de la Santé, a indiqué ce mercredi qu'elle ne croyait pas du tout à l'homéopathie, qui selon elle n'a pas fait ses preuves au niveau scientifique, rapporte BFMTV.

« *L'homéopathie est une arnaque au détriment de l'argent de la santé des patients* », a écrit la ministre sur son compte X (ex-Twitter). « *Nous ne tenons pas compte des insultes faites aux preuves scientifiques. Au contraire : nous œuvrons pour lutter contre les pseudothérapies sur plusieurs fronts.* » 20 Minutes 4 octobre 2024

Pr. Raoult : « comment prendre au sérieux une décision, qui intervient alors que je ne suis plus inscrit à l'ordre depuis septembre 2021, de la com ! » - France-Soir 04 octobre 2024

C'est par un tweet de Nicolas Berrod que le Pr. Didier Raoult et son avocat Me Di Vizio prenaient connaissance de la décision de la Chambre Disciplinaire de l'Ordre des Médecins : « *une suspension de deux ans* ».

À ce jour, le Pr. Raoult déplore n'avoir toujours pas reçu une copie de la décision et l'avoir appris par voie de presse. Dans ce débriefing, le Pr Raoult commente les contours de cette sanction, et remet les pendules à l'heure sur « l'absence de sérieux de ce groupe d'individus qui pensent avoir du pouvoir ». Cela rappelle le Pétainisme et les tristes, et sombres heures de notre histoire.

En fin de journée hier, Me Di Vizio obtenait une copie de la décision, qu'il commentait dans une vidéo sur X : « *La décision concernant @raoult_didier n'est pas si mal à y réfléchir* » : « *Didier Raoult n'aurait pas fait courir de risque à ses patients en les traitant avec de l'hydroxychloroquine contre la covid-19 et la seule chose qu'on lui reproche, c'est de ne pas avoir soutenu la politique gouvernementale* ».

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-raoult-comment-prendre-au-serieux-une-decision-qui-intervient-alors-que>

Hélène Banoun – l'information scientifique un vrai parcours du combattant, il faut même vérifier ce que dit l'AFP dont un des articles est truffé d'erreurs - France-Soir 02 octobre 2024

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/helene-banoun-l-information-scientifique-un-vrai-parcours-du-combattant-il>

Revue Analyse de la campagne d'immunisation au Beyfortus (nirsevimab) : efficacité, biais et risques d'ADE dans la prévention du VRS - 23 septembre 2024

<https://hal.science/hal-04706730>

Bioterrorisme. Propagande de terreur, cobaye et population sacrifiée pour l'exemple.

Mpox : Lancement de la vaccination en RDC, épice de l'épidémie - 20minutes.fr 5 octobre 2024

La République démocratique du Congo (RDC) a officiellement lancé samedi sa campagne de vaccination pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie du mpox dans ce pays d'Afrique centrale grand comme quatre fois la France et pauvre en infrastructures, de loin le plus touché au monde par le virus.

A Goma samedi, le directeur de cabinet du ministre de la Santé Romain Muboyayi a promis une « *lutte totale* » contre « *cette maladie évitable et guérissable* ».

« *Le déploiement du vaccin marque une étape importante pour limiter la propagation du virus* », a salué le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, cité dans un communiqué.

Aucune date précise n'a été communiquée pour la vaccination à Kinshasa. La capitale congolaise surpeuplée a été relativement épargnée par l'épidémie mais une récente augmentation rapide des cas, signalée par l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC), fait planer le spectre d'une contamination à grande échelle.

« *Vous pouvez imaginer que dans un pays de 100 millions d'habitants, ce n'est pas avec 265.000 doses qu'on résout le problème* », a martelé vendredi Samuel-Roger Kamba, précisant que les adultes doivent normalement recevoir deux doses pour être totalement immunisés.

Plusieurs épidémies de mpox sont en cours dans le centre de l'Afrique. La recrudescence des cas et l'apparition d'un nouveau variant en RDC avaient poussé l'OMS à déclencher son plus haut niveau d'alerte mondiale en août. 20minutes.fr 5 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

J-C - Shoa : Apparemment les nazis n'avaient pas terminé le boulot, restait à raser Gaza, le Liban, la Syrie, etc.

- "*Gazafication*" du Liban ? L'objectif d'Israël est-il de "*terroriser une société entière*" ? - France 24 5 octobre 2024

- Les États-Unis ont frappé 15 cibles houthies au Yémen – BFMTV 5 octobre 2024

Le plateau de bombes exterminateur, la «doctrine Dahiya» ou comment «tondre la pelouse».

La «*doctrine Dahiya*», cette stratégie militaire ravageuse qu'Israël utilise contre ses ennemis - slate.fr 5 octobre 2024

Les moyens employés par l'armée israélienne rappellent cette doctrine théorisée en 2006 lors d'une violente riposte dans la banlieue chiite de Dahiya, à Beyrouth.

À chaque bombardement de l'armée israélienne, que ce soit à Gaza ou au Liban, les pertes civiles sont colossales. Si ces frappes visent avant tout, selon les autorités israéliennes, à détruire des cibles militaires du Hamas et du Hezbollah, leur violence est telle que le sort des civils semble n'être qu'un «dommage collatéral». Ce qui expliquerait les chiffres macabres de la guerre qui, depuis octobre 2023, a fait 2.000 morts au Liban et près de 40.000 à Gaza, dont 50% de femmes et d'enfants.

Cet emploi disproportionné de la force rappelle, selon Al Jazeera, une vieille doctrine militaire utilisée par le commandement israélien: la doctrine Dahiya (ou Dahiyeh). Cette dernière tire son nom des bombardements massifs de la banlieue chiite de Dahiyeh à Beyrouth en 2006, lors du conflit entre Israël et le Hezbollah. À l'époque, le mouvement chiite avait pris en otages deux soldats israéliens, déclenchant une réponse militaire féroce.

En 2008, le général israélien Gadi Eisenkot, qui fait aujourd'hui partie du cabinet de guerre israélien, a formalisé ce concept lors d'une interview avec le journal Haaretz, où il expliquait que l'armée israélienne utiliserait une force disproportionnée pour détruire les infrastructures civiles et militaires dans les zones contrôlées par des groupes armés comme le Hezbollah. Eisenkot déclarait alors, que *«ce qui est arrivé à Dahiyeh à Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. Nous ferons un usage de la force disproportionnée et y causerons de grands dommages et destructions. Ce n'est pas une suggestion, mais un plan qui a été approuvé»*.

Cette doctrine théorise un usage disproportionné de la force, sans distinction entre cibles militaires et civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu. Un moyen de limiter les pertes militaires, quitte à déplacer le risque sur les populations civiles, qui en payent le prix fort.

L'objectif? Décourager toute agression future contre Israël en *«tondant la pelouse»*, une expression utilisée par certains chercheurs israéliens, explique Tewfik Hamel, enseignant-chercheur en histoire militaire, à France 24. *«Tondre la pelouse»* signifie détruire systématiquement, avec violence, pour empêcher la résurgence de groupes armés ennemis. Cette méthode a aussi un impact psychologique fort sur les populations civiles, qui, victimes collatérales des bombardements, pourraient se retourner contre les groupes qu'elles soutiennent, fragilisant ainsi ces derniers de l'intérieur.

L'aviation israélienne s'acharne sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah - RT 4 oct. 2024

L'aviation israélienne a mené plusieurs frappes contre la banlieue sud de Beyrouth dans la nuit du 3 au 4 octobre. L'une d'elles, la plus violente, aurait ciblé Hachem Safieddine, le chef du Conseil exécutif du Hezbollah, pressenti pour succéder à Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre dernier par un raid israélien.

Le ministre libanais de la Santé a indiqué, le 3 octobre, que *«le bilan de l'agression israélienne contre le Liban»* s'élève à 1 974 morts, dont 127 enfants, 261 femmes, et à 9 384 blessés depuis le début des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne le 8 octobre. Au total, 97 secouristes, deux infirmières et 11 travailleurs de la santé ont été tués depuis le début de la guerre, a précisé Firas Abiad

Invasion du Liban : le Royaume-Uni dissimule l'entraînement militaire d'Israël - afrique-asie.fr 03 octobre, 2024

Le ministère britannique de la défense a rejeté une demande de liberté d'information qui aurait permis de faire la lumière sur la formation qu'il dispense au personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne.

Ce refus intervient alors que les forces israéliennes envahissent le Sud-Liban, déclenchant une nouvelle crise majeure au Moyen-Orient.

Ce rejet est le premier signe que le nouveau gouvernement travailliste de Keir Starmer a adopté l'approche secrète des conservateurs en matière de formation.

En février dernier, le ministère de la défense a admis, en réponse à une question parlementaire, qu'il y avait six officiers militaires israéliens en poste au Royaume-Uni.

Il a déclaré qu'« *Israël est représenté par le personnel des forces armées dans son ambassade au Royaume-Uni et en tant que participant à des cours de formation dirigés par la défense britannique* ».

Interrogé par le Parlement en mai sur les détails de ces cours de formation, un ministre britannique de la défense a déclaré : « *Cette information n'est pas divulguée afin de protéger les données personnelles et d'éviter de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et un autre État.* »

La demande de liberté d'information portait sur les points suivants : « *Quels sont les cours de formation dirigés par la défense suivis actuellement par le personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne et où se déroulent ces cours ?* »

En réponse, le ministère de la défense a admis que « toutes les informations » visées par cette demande « *sont secrètes* ».

Le précédent gouvernement britannique a refusé de fournir des informations sur les avions militaires israéliens qui ont récemment atterri en Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus fourni de détails sur les dizaines de vols de la Royal Air Force qui se sont rendus en Israël au cours des derniers mois. La raison de ce black-out est probablement de protéger les ministres britanniques contre des poursuites pour complicité de crimes de guerre.

À la connaissance de Declassified, l'aveu du gouvernement britannique selon lequel il entraîne les forces israéliennes en Grande-Bretagne n'a pas été mentionné dans les médias nationaux britanniques. Declassified.org

Sergueï Lavrov dénonce l'escalade israélienne au Liban et accuse Washington de complicité - RT 4 oct. 2024

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé sa vive préoccupation face à l'escalade des attaques israéliennes au Liban, dénonçant en particulier les assassinats ciblés de dirigeants

régionaux, devenus selon lui une « *méthode courante* » de l'armée israélienne. Il a qualifié ces actions de dangereuses, affirmant qu'elles aggravent les tensions au Moyen-Orient et menacent la stabilité de la région. Dans un article publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères, Lavrov a cité deux événements récents : l'assassinat à Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas, le 31 juillet et celui le 27 septembre à Beyrouth d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

Le ministre russe a également reproché aux États-Unis de ne pas avoir condamné l'invasion terrestre israélienne du Liban, qui a débuté le 1er octobre. Il a accusé Washington de fermer les yeux sur les actions d'Israël, facilitant ainsi l'extension de ses opérations militaires. « En ne prononçant aucun mot de condamnation, l'administration américaine encourage son allié israélien à élargir la zone de guerre », a déclaré Lavrov. Cette critique s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et les États-Unis sur leur vision respective des dynamiques au Moyen-Orient.

Assassinat de Hassan Nasrallah - Réseau Voltaire 4 octobre 2024

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a été assassiné le 28 septembre 2024, cinquante-quatre ans, jour pour jour après la mort subite de Gamal Abdel Nassez, président de la République arabe unie (Égypte).

- La référence à Nasser n'est pas fortuite : le raïs était mort (officiellement d'un problème cardiaque) alors qu'il venait de refuser le plan de paix israélo-arabe du secrétaire d'État William P. Rogers et qu'il s'appretait à destituer son troisième vice-président, Anouar el-Sadate. Hassan Nasrallah a été éliminé alors qu'il se battait pour l'indépendance de la Palestine et alors qu'il s'interrogeait sur les objectifs de certains de ses compagnons. Il venait d'accepter le plan de cessez-le-feu états-uno-français de 21 jours, il en avait fait informer Washington et Paris par le gouvernement libanais, mais n'avait pas eu le temps de rendre publique son acceptation (cf. VAI 2048).

- Hassan Nasrallah était un Sayyed, c'est-à-dire qu'il était un descendant direct du prophète Mohamed. Il était surnommé « *Said al-Muqawama* » (M. Résistance), en raison de son action opiniâtre contre l'occupation israélienne de la Palestine, du Liban et de la Syrie. Sa mort n'a pas été ressentie qu'au Liban, en Syrie et en Iran, mais dans tout le monde musulman, particulièrement dans le monde arabe.

À la différence des autres leaders chiïtes, il s'adressait à tous, n'utilisant jamais de référence religieuse lorsqu'il s'adressait à des non-musulmans. Bien que chef spirituel, il défendait une vision laïque de l'État.

Sous son commandement, le Hezbollah est devenu la puissante armée populaire au monde. D'abord soutenu financièrement par la Syrie, puis par l'Iran, il constitua progressivement ses propres réseaux de financement dans le monde, particulièrement en Afrique. Il disposait d'un armement gigantesque offert principalement par l'Iran.

Le Hezbollah était devenu la principale force de défense du Liban au point que l'armée régulière du pays lui demanda volontiers de se déployer à la frontière libanaise, ce qui rendit, du point de vue israélien, inefficace la résolution 1701, rédigée à la fin de la guerre de 2006 par Victoria Nuland et amendée par Jacques Chirac.

Contrairement à la vision occidentale de son action, il n'a jamais conduit d'opérations terroristes à l'étranger (ni en Argentine, ni en Bulgarie), ni jamais utilisé ses armes contre les autres partis politiques libanais (l'opération de 2008 n'a visé que les immeubles utilisés par l'Otan et Israël, pas ceux utilisés par la famille Hariri).

Le système politique libanais liant les élections aux appartenances religieuses, Hassan Nasrallah n'a pas pu se présenter à la présidence du Liban. Cependant, si le Liban avait choisi son président sur le principe un homme, une voix, il aurait été élu à une large majorité.

Au demeurant le Hezbollah s'est progressivement substitué aux carences de l'État, aussi bien en matière de voirie que de santé ou d'éducation.

Hassan Nasrallah s'était rendu avec l'envoyé iranien Abbas Nilforoushan au siège du Hezbollah à Haret Hreik (sud de Beyrouth) pour une réunion avec 22 commandants, dont Ali Karaki. Ceux-ci souhaitaient se plaindre du refus de soutien de l'Iran (cf. VAI 2016). Une « *taupe iranienne* » (ou une taupe en Iran) a alors prévenu le Mossad. Benyamin Netanyahou a donné instruction de le tuer et de lancer l'opération « *Nouvel ordre régional* » depuis sa chambre d'hôtel à New York. Il a interrompu son séjour aux États-Unis et est revenu en Israël. Le Sayyed est mort hors de la présence des commandants, avec ses gardes du corps, soufflé par l'explosion.

J-C – Netanyahou ayant donné son accord au plan de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, Nasrallah fut sans doute amené à penser que la fin de ce conflit allait se régler diplomatiquement ou tout du moins c'était en bonne voie. Mis ainsi en confiance, sa vigilance se relâcha, entre temps les sionistes étant averties de la tenue de cette réunion, saisirent l'occasion rêvée d'en liquider tous les participants, de décapiter la direction du Hezbollah, puisque une vingtaine de ses commandants devaient y assister et y ont laissé la vie.

On ignore ce qui reste de la direction politique et militaire du Hezbollah. Ce qui est sûr, c'est que si la veille de la révolution russe de 1917, la totalité des membres du comité central du parti bolchevik avaient été massacrés, y compris Lénine et Trotsky, il n'y aurait pas eu de révolution ou elle aurait été vaincue.

Allemagne. Cadeaux aux marchés financiers.

En Allemagne, une dose de capitalisation pour garantir les retraites - lepoint.fr 05/10/2024

Le chancelier Scholz a concocté une réforme destinée à stabiliser le financement des retraites dans son pays en pleine crise démographique.

Ce fonds alimenté par le budget fédéral investira sur les marchés financiers et sera financé par la dette. Dès cette année, le gouvernement prévoit d'emprunter 12 milliards d'euros pour l'alimenter. Dans la prochaine décennie, 200 milliards d'euros devraient être investis par l'État sur les marchés financiers. Les intérêts générés permettront de renflouer le régime d'assurance retraite et de réduire les cotisations sociales. Au ministère des Finances, on compte sur 10 milliards d'euros de dividendes par an. Cette mesure devrait permettre de stabiliser le financement des retraites jusqu'en 2039.

Aujourd'hui, en Allemagne, un salarié qui a cotisé pendant 45 ans perçoit 48 % de son salaire quand il part à la retraite. Les experts ont fait le calcul : ce pourcentage est impossible à maintenir et le niveau de retraite devrait passer de 48 à 45 % du salaire net moyen si aucune réforme n'est engagée. Une baisse qui serait difficile à supporter pour beaucoup de retraités dans un pays où de nombreuses personnes, en particulier les femmes, sont déjà menacées de pauvreté quand elles sont âgées. D'où la solution du « *capital générationnel*. » Autre volet de cette réforme : les cotisations des actifs – qui n'ont pas augmenté depuis 2018 – passeront dans les prochaines années de 18,6 à 22,3 %.

D'ici à 2030, 7 millions de baby-boomers vont prendre leur retraite alors que depuis des décennies la natalité est particulièrement poussive en Allemagne. Les cotisations versées par les actifs ne suffiront bientôt plus à payer les pensions. En 2030, un seul actif devra financer un retraité avec une espérance de vie supérieure de dix ans à celle des années 1960. Pour le gouvernement, cette nouvelle réforme devrait également éviter de recourir une fois de plus au relèvement de l'âge légal du départ à la retraite. Aujourd'hui, les Allemands partent à la retraite à 65,8 ans. Le plafond a été fixé à 67 ans en 2031.

Le projet de réforme, adopté au mois de mai par la coalition tripartite (sociaux-démocrates/verts/libéraux) au pouvoir à Berlin, est en ce moment étudié par le Bundestag. L'idée de recourir aux marchés financiers pour financer les retraites effraie cependant pas mal de monde. Encore très méfiants vis-à-vis des placements boursiers, les Allemands hésitent à mettre en danger leurs retraites dans des placements au rendement incertain et risqué. D'autant qu'en 2001, la fameuse « *réforme Riester* », qui instaurait un système de retraite par capitalisation, s'est avérée être un échec. Les salariés pouvaient, s'ils le souhaitaient, contracter un « *plan Riester* » (du nom du ministre du Travail de l'époque au sein du gouvernement de Gerhard Schröder) et verser 4 % de leur salaire brut annuel dans ce nouveau produit d'épargne subventionné par l'État. Un système qui n'a pas vraiment fait ses preuves. Les rendements ont été faibles et peu de salariés recourent encore à ces contrats.